

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE**

DIRECTION DE LA DETTE ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

RAPPORT DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2022

Juin 2022

Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES	iv
PRÉFACE.....	v
CHIFFRES CLES	vi
INTRODUCTION.....	vii
I-NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D’EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS	2
II-GESTION DES DONNEES	4
III-AUTRES DETTES DE L’ETAT	12
IV –ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS.....	15
CONCLUSION.....	23
ANNEXES	25

SIGLES ET ABBREVIATIONS

Sigles	Abréviations
BADEA	Banque Arabe de Développement Economique en Afrique
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l’Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BICEC	Banque Internationale du Cameroun pour l’Epargne et le Crédit
BTA	Bons du Trésor Assimilables
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CRCT	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CUT	Compte Unique du Trésor
DDPE	Direction de la Dette et du Portefeuille de l’Etat
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
ENERCA	Energie Centrafricaine
EPA	Etablissement Public Administratif
EPIC	Etablissement Public Industriel et Commercial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GSIC	Global Service et Investissement Entreprise
IDA	Association Internationale pour le Développement
IPPTE	Initiatives envers les Pays Pauvres Très Endettés
OFID	Fonds de l’OPEP ¹ pour le Développement International
ONM	Office National du Matériel
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	Produit Intérieur Brut
PPP	Partenariat Public-Privé
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RCA	République Centrafricaine
SGC	Société Générale du Cameroun
SOCATEL	Société Centrafricaine de Télécommunication
SODECA	Société de Distribution d’Eau en Centrafrique
SYGADE	Système de Gestion et d’Analyse de la Dette
SVT	Spécialistes en Valeur du Trésor
UBA	United Bank for Africa
UPU	Union Postale Universelle

¹ Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Émission des titres publics et taux de réalisation en 2022	3
Tableau 2 : Évolution des décaissements 2020-2022	4
Tableau 3 : Service de la dette 2020-2022	6
Tableau 4 : Règlements de la dette 2020 -2022	7
Tableau 5 : Évolution des arriérés de la dette 2020-2022 :.....	8
Tableau 6 : Évolution de l'encours et des arriérés de la dette publique :	10
Tableau 7 : Stock de la dette 2020-2022	11
Tableau 8 : Stock de la dette publique par devises.....	12
Tableau 9 : Situation synthétique et partielle des contributions de l'Etat en 2021 :.....	13
Tableau 10 : Situation des dettes dues par l'État :.....	13
Tableau 11 : Situation des créances des établissements publics EPIC/EPA sur l'Etat :.....	13
Tableau 12 : Situation des dettes des Société d'Etat :.....	14
Tableau 13 : Récapitulatif des formations et ateliers en 2022	22

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Émission des titres publics en 2022 :.....	3
Figure 2 : Évolution des décaissements 2020-2022 :.....	5
Figure 3 : Évolution des Titres Publics émis par le Trésor Public 2020-2022 :.....	6
Figure 4 : Évolution du service de la dette 2020-2022 :.....	7
Figure 5 : Évolution des règlements de la dette publique 2020-2022 :.....	8
Figure 6 : Évolution des arriérés de la dette publique 2020-2022 :.....	9
Figure 7 : Poids des arriérés et des encours de la dette publique dans le stock de la dette en 2022.....	10
Figure 8 : Évolution de la dette Extérieure et de la Dette Intérieure 2020-2022 :.....	11
Figure 9 : Répartition du stock de la dette par devise en 2022	12
Figure 10 : Situation de la dette des Sociétés d'Etat :.....	14
Figure 11 : Situation de la dette des Sociétés d'Etat :.....	15
Figure 12 : Évolution du taux d'endettement public 2016-2022	16
Figure 13 : Evolution des ratios de solvabilité 2016-2022.....	17
Figure 14 : Évolution de la dette exposée aux fluctuations du taux de change 2016-2022.....	18
Figure 15 : Projection du profil de remboursement de la dette (principal) 2022-2042 :.....	19
Figure 16 : Projection du profil par catégorie de dette 2023-2042 :.....	20
Figure 17 : Projection du profil de la dette par type de créancier 2022-2042 :.....	21

PRÉFACE

La dette publique est l'ensemble des engagements financiers de l'Etat, ses collectivités publiques et ses organismes pris sous formes d'emprunts à une date déterminée. Elle est le résultat des flux de ressources empruntées et remboursées par l'Etat. Certains engagements de la dette sont directement signés par l'Etat, qui sont des dettes directes, tandis que d'autres sont seulement garanties par l'Etat et sont dites indirectes.

L'insuffisance des recettes publiques à financer l'ensemble des dépenses publiques justifie le recours aux emprunts pour combler le solde budgétaire déficitaire : d'où l'existence de la dette publique. Celle-ci est composée de la dette extérieure et de la dette intérieure. La dette extérieure est contractée auprès des non-résidents et est, dans la plupart des cas, exprimée en devises étrangères tandis que la dette intérieure est contractée auprès des résidents, exprimée en monnaie locale.

La gestion de la dette occupe une place privilégiée dans les finances publiques d'un pays. Elle est l'anticipation des risques auxquels peuvent s'exposer les finances publiques à une période donnée et, l'orientation des ressources empruntées vers les projets de développement structurants.

La gestion rationnelle de la dette publique est le fait d'une meilleure stratégie d'endettement public. C'est dans cette perspective que l'une des missions principales assignées à la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) consiste à analyser la situation périodique de la dette publique afin d'en tirer les enseignements qui s'imposent.

CHIFFRES CLES

Indicateurs	2020	2021	2022
1- Stock de la dette (en milliard de FCFA)			
Dette publique	604,96	684,07	768,59
<i>Dette extérieure</i>	475,82	494,49	488,84
<i>Dette intérieure</i>	129,14	189,57	279,75
2-Taux d'endettement (en pourcentage du PIB)			
Dette publique (stock)	44,06	47,77	50,10
<i>Dette extérieure</i>	34,66	34,53	31,87
<i>Dette intérieure</i>	9,43	13,27	18,23
3-Evolution des ratios de solvabilité (en pourcentage)			
Service de la dette (en % des recettes publiques) <= 20%	16,00	20,00	13,04
<i>Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%</i>	38,10	31,10	25,17
<i>Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation</i>	4,60	5,00	0,00
4-Risques liées au portefeuille de la Dette (en pourcentage)			
<i>Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change</i>	75,50	70,10	62,14
5-Structure de la dette Publique			
Dette extérieure par catégorie de bailleurs (en pourcentage)			
Multilatéraux	57,44	59,69	57,58
Bilatéraux	42,56	40,31	42,42
Part de la dette publique par résidence (en pourcentage)			
Dette extérieure	78,65	72,29	18,88
Dette intérieure	21,35	27,71	36,40
Structure en devise (en pourcentage)			
\$US	24,20	21,32	18,88
DTS	16,69	20,78	13,40
CNY	1,71	1,52	1,35
EURO	1,49	1,28	1,11
Autres	55,88	55,11	65,27
PIB (en Milliards de FCFA)	1 373	1432	1534

INTRODUCTION

La gestion de la dette publique à fin 2022 est soldée par une mobilisation des ressources de **FCFA 112,80 Milliards** contre de **FCFA 110,13 Milliards** en 2021, soit une hausse de **2%**. Les ressources mobilisées durant l'exercice budgétaire 2022 proviennent en grande partie du financement par le marché d'un montant de **FCFA 51,31 Milliards** contre respectivement **FCFA 50,45 Milliards** d'allocations DTS, **FCFA 10,98 Milliards** d'un créancier bilatéral (Arabie Saoudite) et **FCFA 0,03 Milliard** d'un partenaire multilatéral (BADEA). Pour consolider et renforcer son implication active dans le système financier sous régional, la RCA a organisé à Douala en date du 14 Septembre 2022, une rencontre avec le réseau des spécialistes en valeur du Trésor et investisseurs de la CEMAC.

Les règlements de la dette publique totalisent un montant de **FCFA 31,63 Milliards** à la fin de l'exercice budgétaire 2022 contre **FCFA 39,2 Milliards** en 2021, soit une baisse de **19,31%**. Celle-ci s'explique par l'échéance de certains prêts arrivant à termes.

Le stock de la dette est passé de **FCFA 684,07 Milliards** en 2021 à **FCFA 768,59 Milliards** à fin 2022, soit une augmentation de **12,36%**. Ceci rehausse légèrement le taux d'endettement à **50,17%** à fin 2022 contre **47,77%** en 2021. La dette extérieure a légèrement connu une baisse régressant de **FCFA 494,49 Milliards** en 2021 à **FCFA 488,84 Milliards** à fin 2022, tandis que la dette intérieure a, quant à elle, connu une hausse sensible de **47,56%** durant la même période passant de **FCFA 189,59 Milliards** à **FCFA 219,75 Milliards**. Cette hausse s'explique d'une part par l'allocation DTS et, d'autre part par les ressources des émissions de Titres Publics.

Le présent rapport met en évidence toutes les étapes de la gestion de la dette publique, à savoir : (I) négociations, renégociations d'emprunts et émissions de titres publics ; (II) gestion des données ; (III) autres dettes de l'Etat (Contribution de l'Etat dans les due aux organismes et dette de Sociétés Publiques) ; et, (IV) analyse de la solvabilité.

I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D'EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS

Les négociations et renégociations d'emprunts durant l'exercice budgétaire 2022 concernent principalement les arriérés des dettes dues par la RCA à certains créanciers conformément au procès-verbal du Club de Paris et l'analyse des conditions des projets d'accord de nouveaux emprunts. Les émissions des titres publics sont axées sur les Bons du Trésor Assimilables (BTA) et les Obligations du Trésor Assimilables (OTA).

1.1- Négociations, renégociations d'emprunts

Les négociations et renégociations d'emprunts concernent l'analyse de divers dossiers de négociations engagés par le Gouvernement et la renégociation conformément au procès-verbal du Club de Paris des arriérés des dettes dues par la RCA à certains créanciers dont les discussions perdurent.

La négociation est matérialisée par plusieurs avis techniques relatifs aux différents projets de nouveaux accords d'emprunts envoyés par le Ministère de l'Economie, du Plan, et de la Coopération Internationale au Ministère des Finances et du Budget, notamment :

- le protocole d'accord cadre soumis par GIC PARTNERS sur le projet de financement de construction en Centrafrique portant sur le Partenariat Public-Privé ;
- le projet de financement proposé par la Société PRAXIS Business International ;
- la condition d'octroi en fourniture en engins lourds et légers à l'ONM par la Société TACE TRADING Brasil ;
- le projet de construction d'un hôpital spécialisé de 100 lits à Bangui ;
- la proposition de levée de fonds suggérée par MATHA CAPITAL.

Dans le cadre des renégociations avec certains créanciers du pays, des correspondances ont été adressées, notamment à la Lybie, l'OFID, le Tchad, l'Argentine, le Sénégal, le Mali, la Guinée Equatoriale, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et l'Irak. Seulement, deux de ces créanciers ont pu répondre. Suite à leur réponse, la DDPE a aussitôt adressé des demandes de rencontres pour l'aboutissement du processus.

1.2- Émissions de Titres Publics

Au cours de l'exercice budgétaire 2022, sur un montant total des émissions de **FCFA 55 Milliards** mis en adjudication, **FCFA 51,35 Milliards** ont été levés dont **FCFA 46,35 Milliards** en OTA et **FCFA 5,0 Milliards** en BTA, soit un taux de réalisation de **93,36%**.

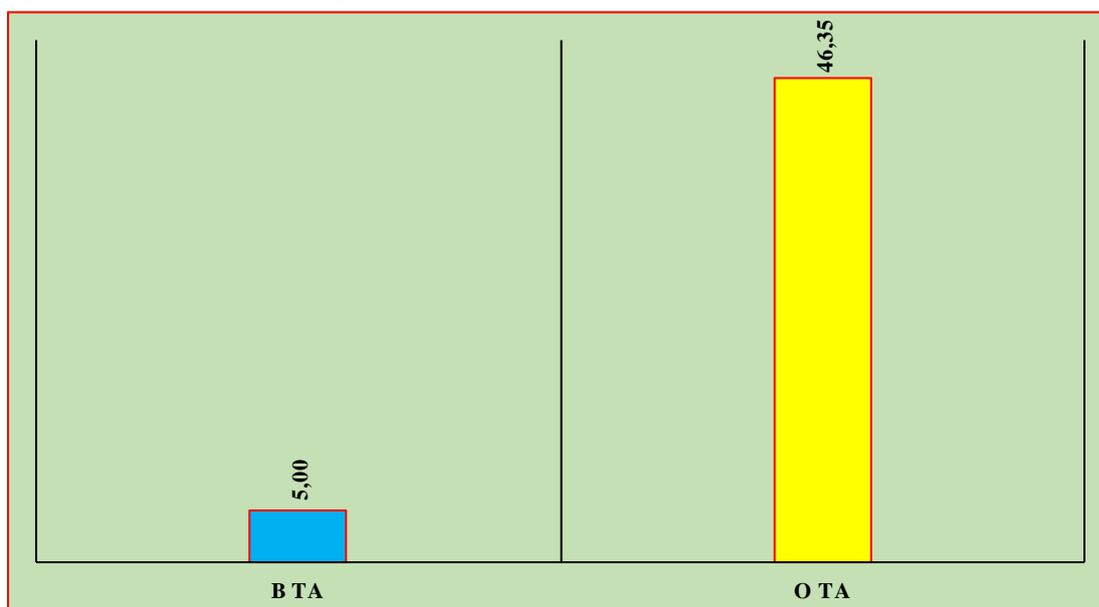
Le tableau ci-dessous présente les détails des émissions des Valeurs du Trésor (BTA et OTA) au titre de l'année 2022.

Tableau 1 : Émission des titres publics et taux de réalisation en 2022

Instrument	Maturité	Dates d'annonce	Dates d'échéances	Quantité de titres	Valeur faciale	Montant levé en Milliard de FCFA
BTA	26 Semaines	01/11/2022	01/05/2022	5 000	1 000 000	5,00
OTA	3 ans	06/07/2022	11/05/2024	1 534 650	10 000	15,35
OTA	3 ans	21/09/2022	21/09/2025	1 000 000	10 000	10,00
OTA	3 ans	23/11/2022	12/10/2025	2 100 189	10 000	21,00
Total OTA						46,35
Total Levé						51,35

Source : DDPE

Figure 1 : Émission des titres publics en 2022 (En milliard de FCFA)



Source : DDPE

Un avis favorable a été émis à la demande d'agrément en qualité de Spécialiste en Valeur du Trésor (SVT) formulée par la CCA Bank du Cameroun. Ceci porte le nombre des SVT de la RCA de neuf à dix.

Pour inciter les investisseurs en faveur du marché des Valeurs du Trésor centrafricain, une mission a été organisée par le Ministère des Finances et du Budget au Cameroun en date du 14 Septembre 2022 pour une rencontre avec le réseau des Spécialistes en Valeur du Trésor et investisseurs de la CEMAC.

II- GESTION DES DONNEES

L'analyse des données clés de la dette conduit à examiner les nouveaux engagements, les décaissements, les services, les règlements, les arriérés ainsi que le stock de la dette.

2.1- Enregistrement de nouveaux emprunts et accords de restructuration

Au cours de l'exercice budgétaire 2022, une nouvelle convention d'emprunt a été signée le 10 Octobre 2022, avec l'Arabie Saoudite pour un montant de **FCFA 3,37 Milliards** au taux de 1% avec une maturité de 25 ans dont un délai de grâce de 5 ans.

Les accords de restructuration ont été signés d'une part avec le Fonds Saoudien et d'autre part avec la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC). Pour le Fonds Saoudien, le montant restructuré est de **FCFA 1,03 Milliard** pour une maturité de six ans sans délai de grâce à compter du 15 avril 2022 au 15 avril 2027. La BDEAC, a quant à elle, consolidé son prêt de **FCFA 8,34 Milliards** en le rallongeant à treize ans supplémentaires au taux de **6%**. Un remboursement mensuel commencera le 30 avril 2026 et le dernier remboursement interviendra le 31 mai 2039.

2.3- Décaissements

Les décaissements en 2022 totalisent un montant de **FCFA 112,80 Milliards** dont **FCFA 10,98 Milliards** en provenance de l'Arabie Saoudite, **FCFA 0,03 Milliard** de la Banque Arabe de Développement Economique en Afrique (BADEA), **FCFA 51,35 Milliards** levés sur le marché à travers les émissions des Titres Publics et **FCFA 50,45 Milliards** des allocations DTS. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des décaissements entre l'exercice budgétaire 2020 à 2022.

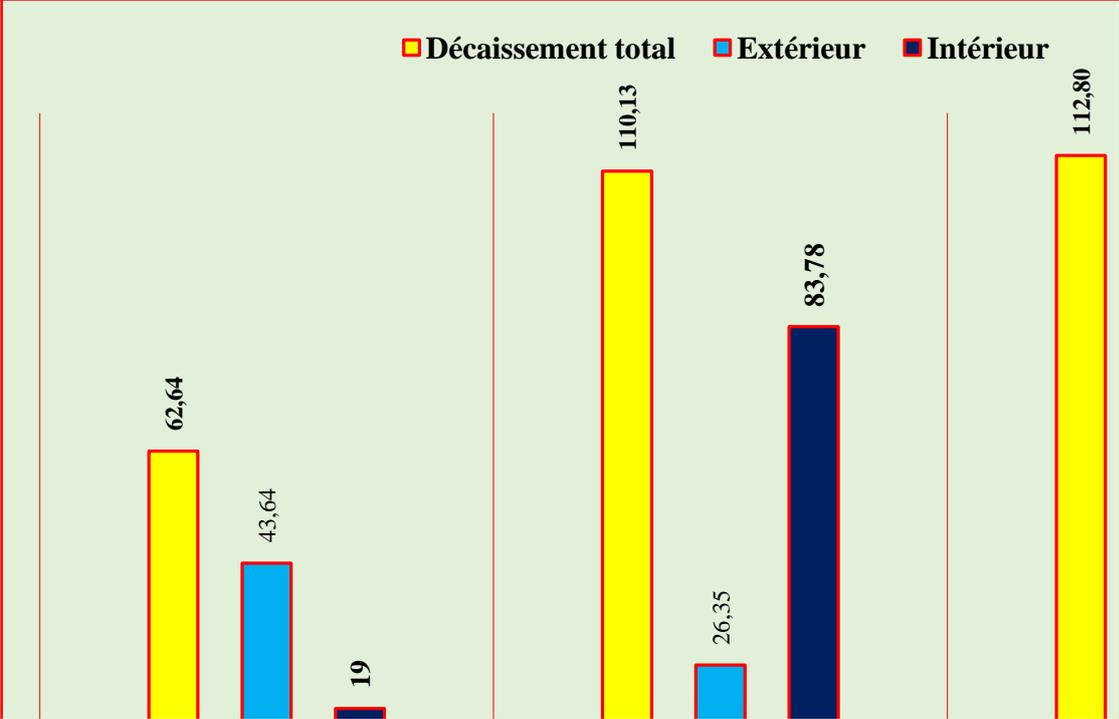
Tableau 2 : Évolution des décaissements 2020-2022

Année	En milliard de FCFA		
	2020	2021	2022
Extérieur	43,64	26,35	11,01
<i>Bilatérale</i>	<i>0</i>	<i>1,22</i>	<i>10,98</i>
<i>Multilatérale</i>	<i>43,64</i>	<i>25,13</i>	<i>0,03</i>
Intérieur	19,00	83,78	101,80
<i>FMI (DTS)</i>		<i>35,00</i>	<i>50,45</i>
<i>Émission BTA</i>	<i>19,00</i>	<i>15,50</i>	<i>5,00</i>
<i>Émission OTA</i>	<i>0</i>	<i>33,28</i>	<i>46,35</i>
Total général	62,64	110,13	112,80

Source : DDPE

Les décaissements extérieurs représentent **9,75%** du total contre **90,25%** pour l'intérieur. Les décaissements des partenaires bilatéraux constituent **99,77%** contre seulement **0,23%** des partenaires multilatéraux. Sur le plan intérieur, les décaissements sont essentiellement constitués des émissions des Titres Publics (**50,44%**) et de l'allocation DTS (**49,56%**).

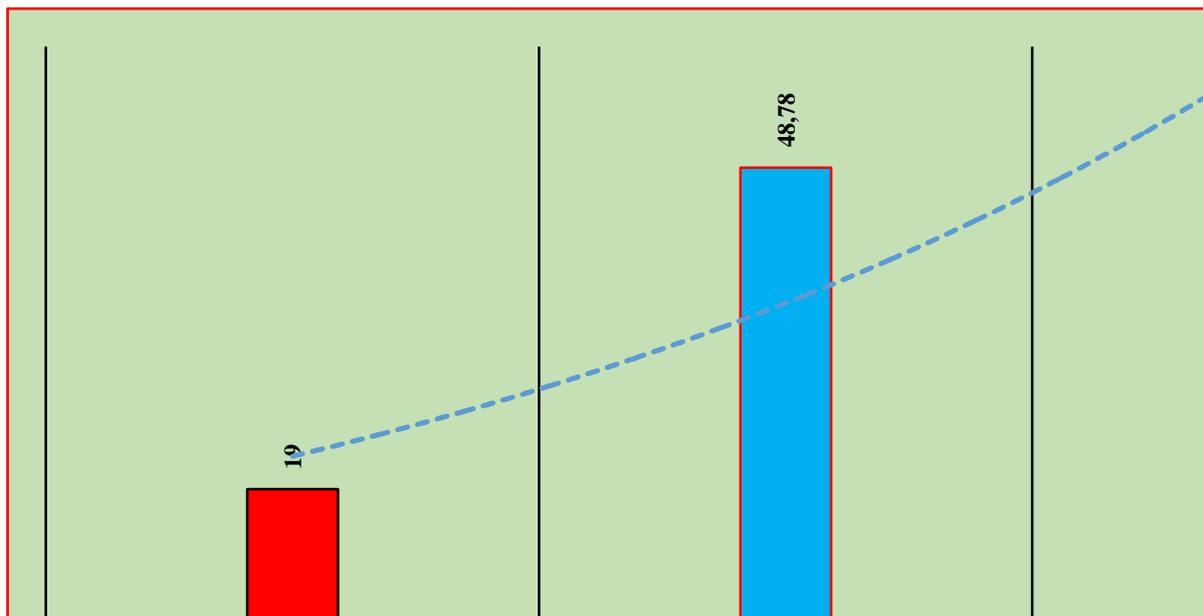
Figure 2 : Évolution des décaissements 2020-2022 En milliard de FCFA



Source : DDPE

De la figure ci-dessus, les décaissements intérieurs ont connu une hausse de **435,79%** entre 2020 à 2022. Ceci s'explique par le recours massif au marché à travers les émissions des Titres Publics.

Figure 3 : Évolution des Titres Publics levés par le Trésor Public 2020-2022 En milliard de FCFA



Source : DDPE

De cette figure, il ressort que les montants des émissions des Titres Publics levé croît sur une tendance exponentielle entre 2020 à 2022.

2.2- Service de la dette

Le service de la dette est le montant que l'Etat doit payer chaque année pour honorer ses engagements financiers. Il comprend l'amortissement du capital (le principal) et les intérêts, calculés en appliquant un taux d'intérêt sur le capital restant dû. Le tableau qui suit présente la situation du service durant la période 2020-2022.

Tableau 3 : Service de la dette publique 2020-2022

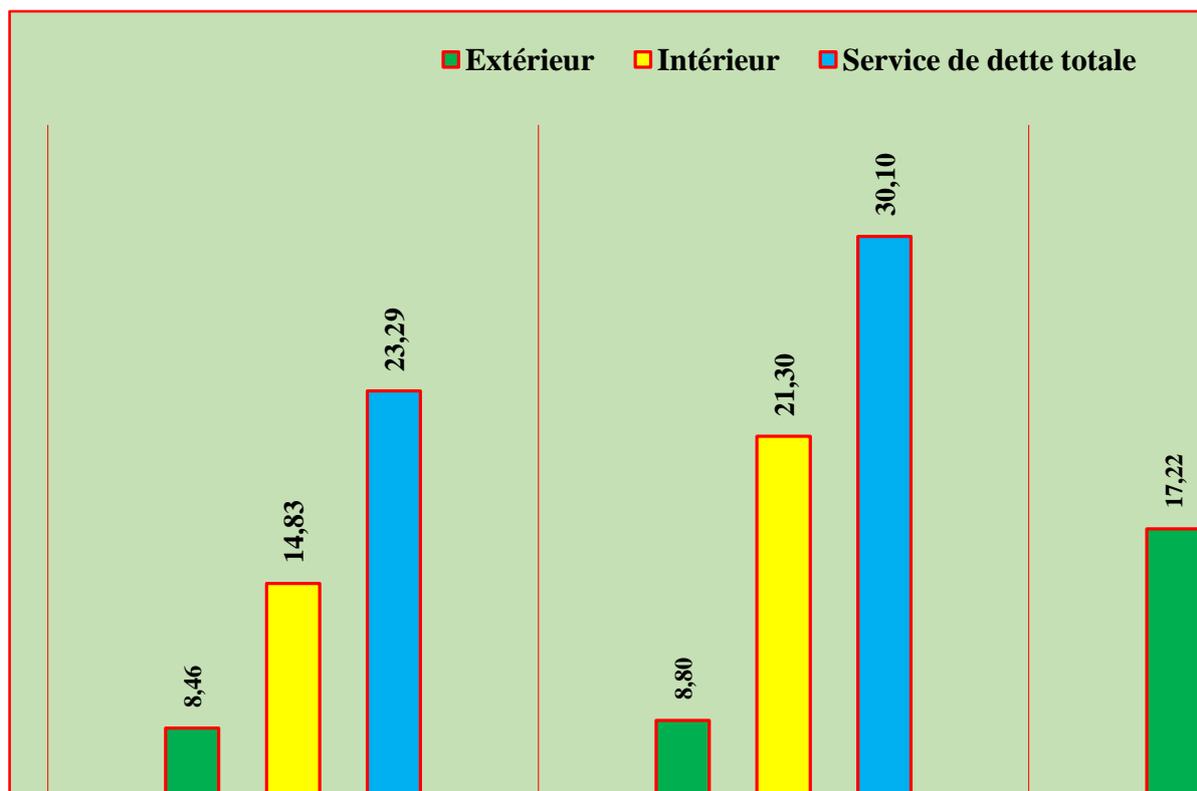
Libellé	En milliard de FCFA		
	2020	2021	2022
DETTE EXTERIEURE	8,46	8,8	17,22
<i>Dettes Bilatérale</i>	4,54	4,7	6,48
<i>Dettes Multilatérale</i>	3,92	4,1	10,74
DETTE INTERIEURE	14,83	21,3	15,97
TOTAL GENERAL	23,29	30,1	33,19

Source : DDPE

Le service de la dette publique pour l'exercice budgétaire 2022 se chiffre à **FCFA 33,19 Milliards** contre **FCFA 30,1 Milliards** un an plutôt, soit une hausse de **10,29%**. Cette augmentation s'explique par le passage du service extérieur de **FCFA 8,8 Milliards** en 2021 à **FCFA 17,22 Milliards** à fin 2022 soit une hausse de **95,68%**.

Figure 4 : Évolution du service de la dette publique 2020-2022

En milliard de FCFA



Source : DDPE

2.3- Règlements de la dette publique à fin 2022

Les règlements sont effectués à hauteur de **FCFA 31,63 Milliards** à fin 2022 contre **FCFA 39,2 Milliards** en 2021, soit une baisse de **19,31%** due à l'insuffisance des ressources. Sur le montant total des règlements en 2022, **FCFA 24,17 Milliards** sont payés en principal et **FCFA 7,46 Milliards** en intérêts.

Le tableau qui suit résume l'évolution de règlements de la dette publique sur la période 2020 - 2022.

Tableau 4 : Règlements de la dette publique 2020 -2022

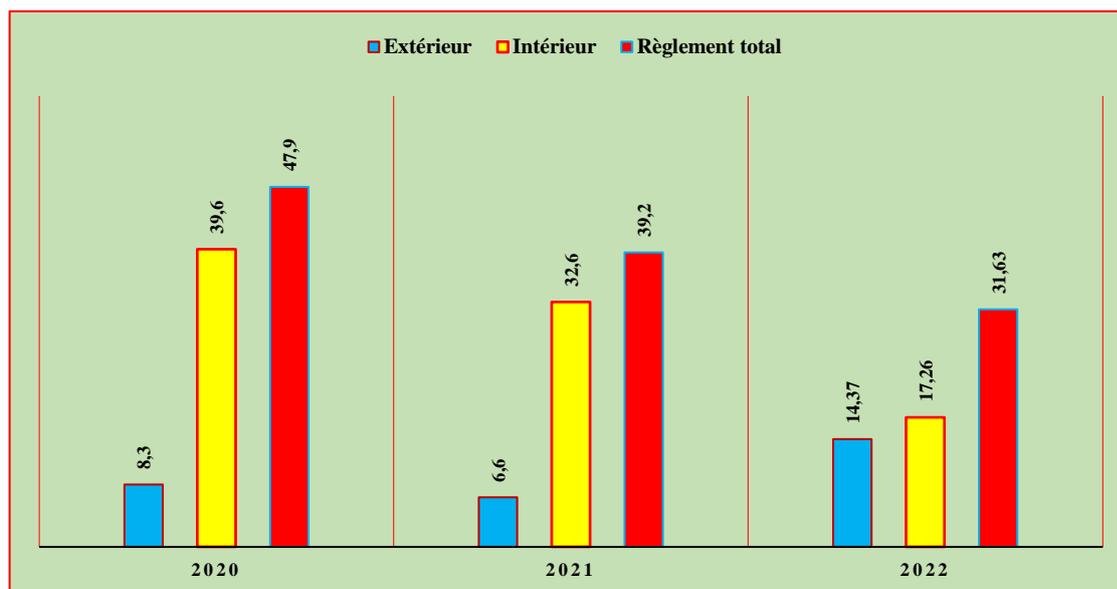
En milliard de FCFA

Libellé	2020	2021	2022
Extérieur	8,3	6,6	14,37
- Bilatérale	4,5	4,6	4,89
- Multilatérale	3,8	2	9,48
Intérieur	39,6	32,6	17,26
Total général	47,9	39,2	31,63

Source : DDPE

Figure 5 : Évolution des règlements de la dette publique 2020-2022

En milliard de FCFA



Source : DDPE

A la fin de l'exercice budgétaire 2022, la dette extérieure est payée à hauteur de **FCFA 14,37 Milliards** contre **FCFA 6,6 Milliards** en 2021 soit une hausse de **117,72%**. La dette intérieure a été réglée à hauteur de **FCFA 17,26 Milliards** à fin 2022 contre **FCFA 32,6 Milliards** en 2021. Sur le total de la dette intérieure réglée en 2022, le montant en principal est de **FCFA 11,61 Milliards** et **FCFA 5,64 Milliards** en intérêt. Depuis l'exercice budgétaire 2020 à 2022, l'évolution des règlements de la dette publique décroît du fait de la suspension du service de la dette de certains créanciers notamment : le FMI, le Koweït et l'Arabie Saoudite.

2.4- Situation des arriérés de la dette publique à fin 2022

Le volume des arriérés de la dette publique se chiffre à **FCFA 147,48 Milliards** à fin 2022 contre **FCFA 147,58 Milliards** en 2021, soit une baisse de **0,07%**. Les arriérés de la dette extérieure représentent **88,44%** contre **11,56%** de la dette intérieure.

Tableau 5 : Évolution des arriérés de la dette 2020-2022

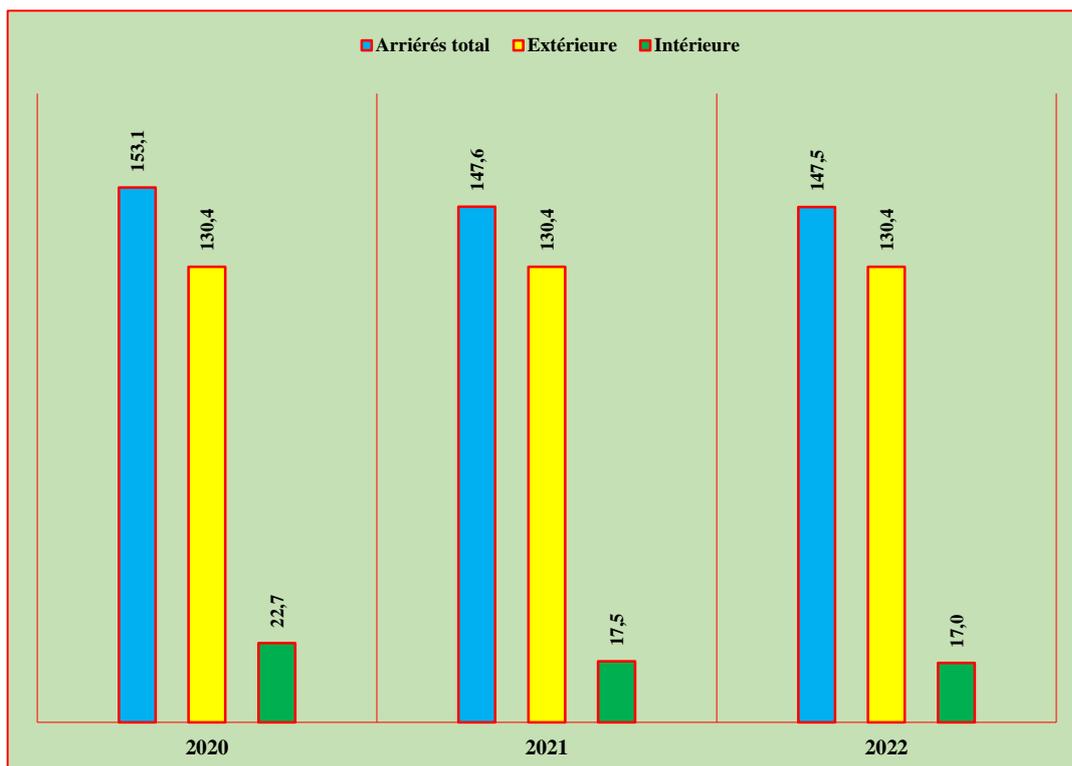
En Milliard de FCFA

	2020	2021	2022
Dette extérieure	130,4	130,4	130,43
<i>Bilatérale</i>	<i>124,6</i>	<i>124,6</i>	<i>124,63</i>
<i>Multilatérale</i>	<i>5,8</i>	<i>5,8</i>	<i>5,8</i>
Dette intérieure	22,7	17,5	17,04
Total arriérés	153,1	147,9	147,47

Source : DDPE

Le volume des arriérés en 2022 est légèrement en diminution comparé aux deux années précédentes passant de **FCFA 147,9 Milliards** en 2021 à **FCFA 147,47 Milliards** en 2022. Cette réduction est due à la fois à l'apurement des arriérés intérieurs et les règlements des dettes extérieurs suivi de la signature de l'accord de l'annulation de 90% de la dette de la Serbie et d'une partie de la dette chinoise en 2020. La figure ci-dessous présente en détail l'évolution des arriérés de la dette publique durant la période 2020-2022.

Figure 6 : Évolution des arriérés de la dette publique 2020-2022 En milliard de FCFA



Source : DDPE

L'analyse de la figure ci-dessus montre qu'il y a nécessité de renégocier avec les créanciers hors Club de Paris d'un plan d'allègement de la dette extérieure.

2.5- Situation de l'encours et des arriérés de la dette publique

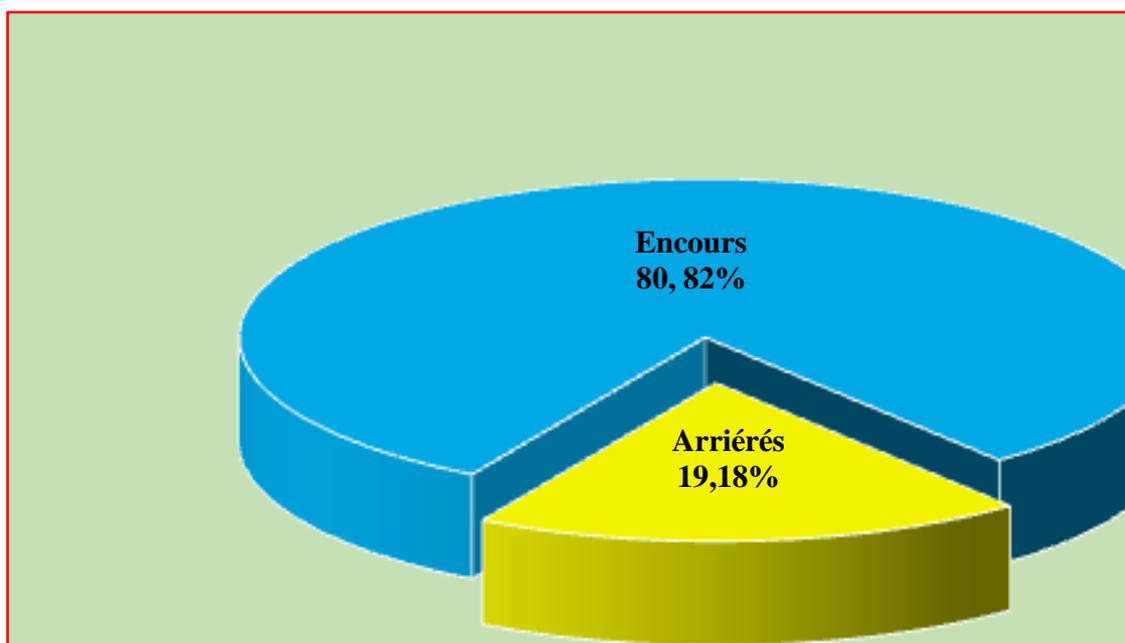
L'encours de la dette publique à fin 2022 est de **FCFA 621,15 Milliards** contre **FCFA 536 Milliards** en 2021. Le tableau qui suit en présente l'évolution.

Tableau 6 : Évolution de l'encours et des arriérés de la dette publique*En milliard de FCFA*

	2020	2021	2022
Dette publique totale	605,00	684,07	768,59
<i>Encours</i>	451,90	536	621,15
<i>Arriérés</i>	153,10	147,85	147,44
Dette extérieure	475,80	494,49	488,84
<i>Encours</i>	345,40	364,09	358,50
<i>Arriérés</i>	130,40	130,39	130,34
Dette intérieure	129,10	189,59	279,75
<i>Encours</i>	106,40	172,13	262,71
<i>Arriérés</i>	22,70	17,46	17,04

Source : DDPE

Les arriérés de la dette publique à fin 2022 représentent **19,18%** du stock de la dette contre **80,82%** de l'encours. La plupart des arriérés extérieurs sont toujours en négociation conformément au procès-verbal du Club de Paris de l'année 2009 qui stipule que : « les négociations doivent respecter les termes de Cologne² ».

Figure 7 : Poids des arriérés et des encours de la dette publique dans le stock de la dette en 2022**Source** : DDPE

2.6-Evolution du stock de la dette publique

Le stock de la dette reflète la valeur de la dette nette après les différentes transactions, notamment les restructurations, les décaissements et autres. A la fin de l'exercice budgétaire

² Annulation de 90% du stock de la dette à négocier

2022, le stock de la dette se chiffre à FCFA **768,59** Milliards contre **FCFA 684,07** Milliards en 2021. La dette extérieure représente **63,60%** du stock contre **36,40%** de la dette intérieure.

Tableau 7 : Stock de la dette 2020-2022

Libellé	En milliard de FCFA		
	2020	2021	2022
Extérieur	475,80	494,49	488,84
<i>Bilatérale</i>	202,50	199,33	207,37
<i>Multilatérale</i>	273,30	295,15	281,47
Intérieur	129,10	189,59	279,75
Total général	604,90	684,07	768,59

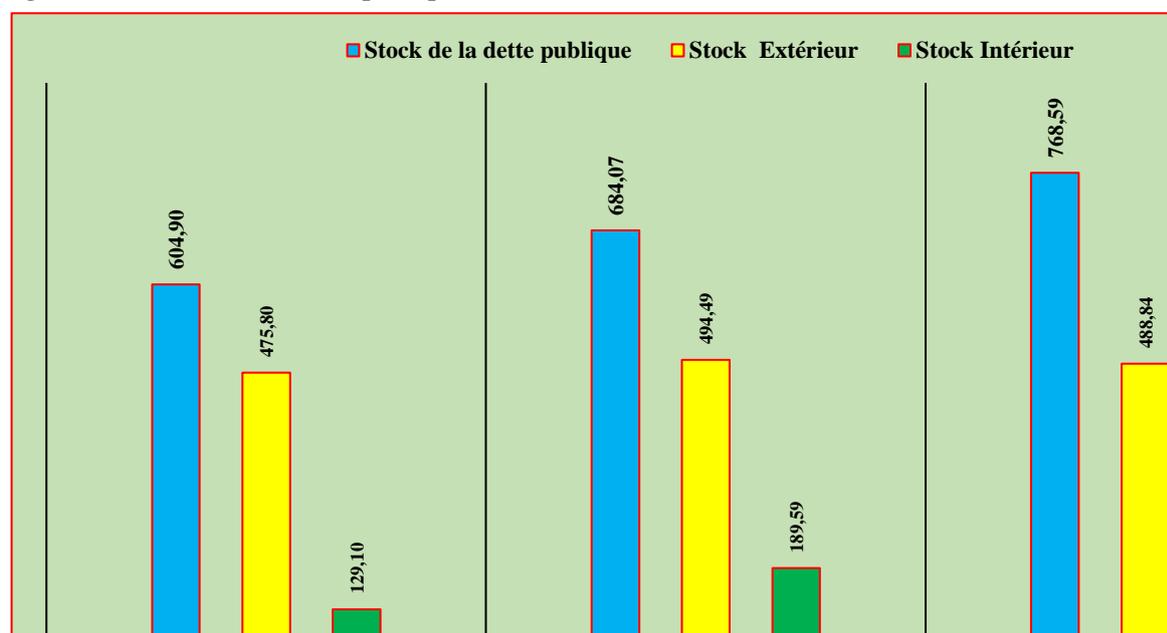
Source : DDPE

Le stock de la dette a connu une augmentation de **12,36%** à fin 2022 passant de **FCFA 684,07** Milliards en 2021 à **FCFA 768,59** Milliards en 2022. Cette hausse s'explique principalement par la mobilisation de financement intérieur, notamment les émissions des Titres Publics et l'allocation des DTS du FMI.

La figure ci-dessous présente l'évolution du stock de la dette extérieure et intérieure de 2020 à 2022.

Figure 8 : Évolution de la dette publique 2020-2022

En milliard de FCFA



Source : DDPE

2.7-Structure du stock de la dette publique par devises

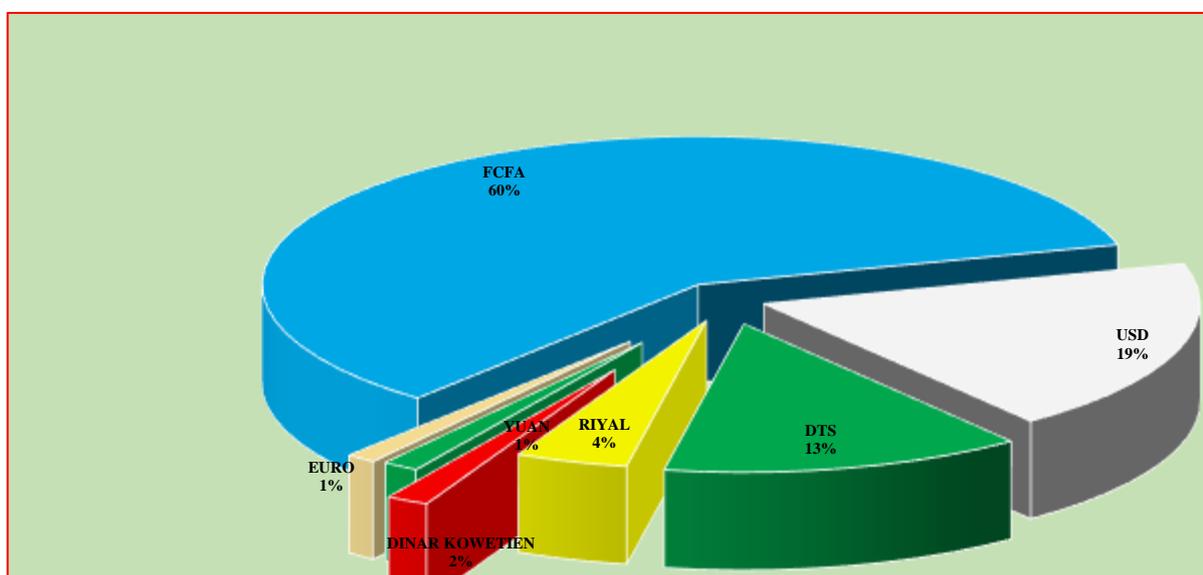
En analysant le stock de la dette publique par devises, présenté dans le tableau ci-dessous, il ressort qu'après la monnaie locale (le Franc CFA) qui occupe **59,54%** du portefeuille, s'en suivent le dollar américain (**18,88%**) et le Droits de Tirages Spéciaux (**13,40%**).

Tableau 8 : Stock de la dette publique par devises

Monnaie	Stock à fin 2020 en Milliards de FCFA	%	Stock à fin 2021 en Milliards de FCFA	%	Stock à fin 2022 en Milliards de FCFA	%
FCFA	307,43	50,82	345,08	50,45	457,58	59,54
USD	146,56	24,23	145,82	21,32	145,10	18,88
DTS	100,94	16,69	142,16	20,78	102,96	13,40
RIYAL	18,57	3,07	19,79	2,89	31,98	4,16
DINAR KOWETIEN	12,09	2	12,09	1,77	12,09	1,57
YUAN	10,37	1,71	10,37	1,52	10,37	1,35
EURO	9,01	1,49	8,76	1,28	8,51	1,11
Total général	604,96	100	684,07	100	768,59	100

Source : DDPE

Figure 9 : Répartition du stock de la dette par devise en 2022



Source : DDPE

III- AUTRES DETTES DE L'ETAT

Les autres dettes regroupent d'une part les arriérés de paiement de contribution de l'État centrafricain dans les organismes internationaux et, d'autres part les dettes des sociétés d'Etat à forte probabilité de passifs conditionnels³.

3.1-Situation de la contribution de l'État auprès des organismes internationaux

Au titre de l'exercice budgétaire 2022, la prévision de contribution de l'État Centrafricain auprès des organismes internationaux s'élève à **FCFA 3,12 Milliards** ; un règlement de

³ Un passif conditionnel est une créance potentielle sur l'État qui ne s'est pas encore concrétisée. Il ne se matérialisera, i.e. devenir une obligation financière de l'État, que si un ou plusieurs événements se concrétisent.

FCFA 0,65 Milliard a été effectué, soit un taux d'exécution de **21%**. Ceci porte les arriérés à **FCFA 42,65 Milliards**.

Le tableau ci-dessous en présente la situation.

Tableau 9 : Situation synthétique et partielle des contributions de l'Etat en 2022

	<i>En milliard</i>			En pourcentage
	Montants alloués dans la Loi de Finances 2022	Règlements	Montants en arriérés	Taux d'exécution
Montant	3,12	0,65	42,65	21%

Source : DDPE

3.2- Dettes dues par l'État aux Sociétés

Au titre de l'exercice budgétaire 2022, l'État doit globalement aux entreprises publiques un montant de **FCFA 14,49 Milliards** dont **FCFA 6,09 Milliards** à l'ENERCA, **FCFA 5,15 Milliards** à la SODECA et **FCFA 3,25 Milliards** à la SOCATEL comme le montre le tableau qui suit :

Tableau 10 : Situation des dettes dues par l'État *En Milliard de FCFA*

Libellé	ENERCA	SODECA	SOCATEL	Total
Montant dû	6,09	5,15	3,25	14,49

Source : DDPE

Les créances des EPIC et EPA sur l'État totalisent **FCFA 4,28 Milliards** dont **FCFA 2,27 Milliards** pour les EPIC et **FCFA 2,01 Milliards** pour les EPA. Le tableau qui suit présente la situation.

Tableau 11 : Situation des créances des établissements publics EPIC/EPA sur l'Etat *En Milliard*

DESIGNATION	CREANCES DE L'ENTITE SUR L'ETAT
Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	2,27
Établissement Public Administratif EPA	2,01
TOTAL	4,28

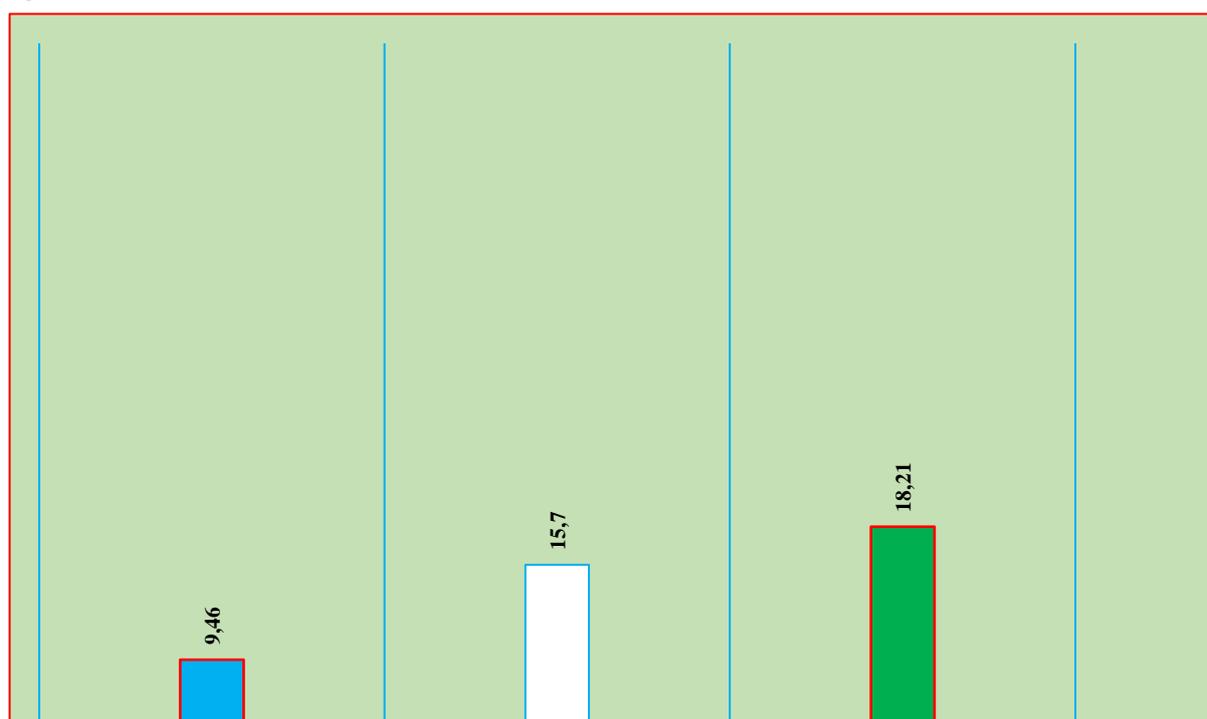
Source : DDPE

3.3- Dette des Sociétés d'Etat

La situation de dettes des trois grandes sociétés d'Etat totalise un montant de **FCFA 43,37 Milliards**. Le tableau qui suit présente le détail de ces dettes.

Tableau 12 : Situation des dettes des Société d'Etat*En Milliards de FCFA*

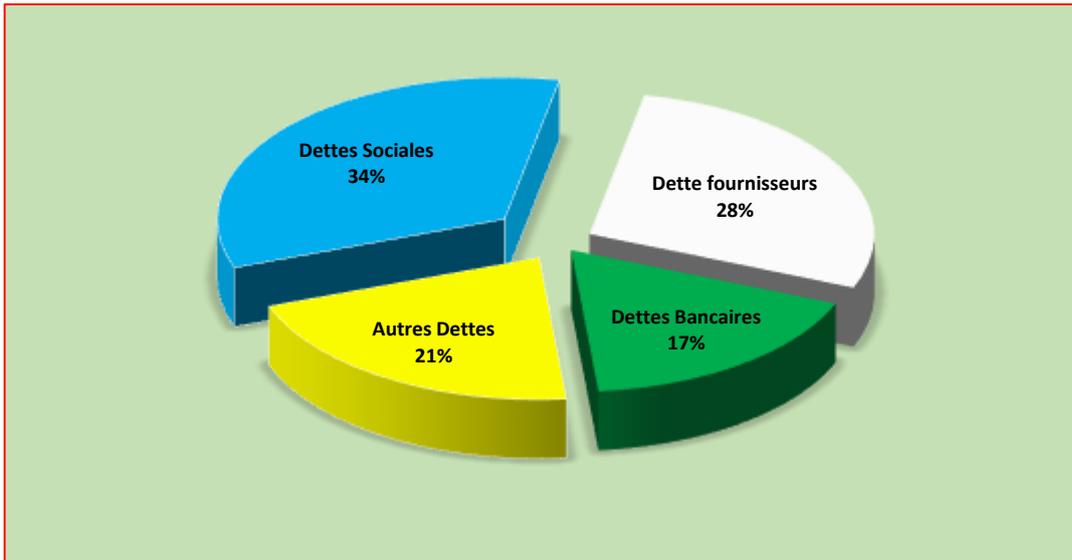
Entités	Dettes Sociales	Dette fournisseurs	Dettes Bancaires	Autres Dettes	Total
ENERCA	2,7	1,07	6,99	7,45	18,21
SODECA	1,93	7,09	0	0,44	9,46
SOCATEL	9,95	4,03	0,52	1,2	15,7
TOTAL	14,58	12,19	7,51	9,09	43,37

Source : DDPE**Figure 10 : Situation de la dette des Sociétés d'Etat****En Milliard de FCFA**Source : DDPE

La dette des sociétés d'Etat est composée à **34%** de la dette sociale, **28%** de la dette envers les fournisseurs, **21%** des autres dettes et **17%** de la dette bancaire. Ces dettes n'ont aucun lien direct avec l'Etat mais celui-ci doit veiller à leurs règlements.

Figure 11 : Situation de la dette des Sociétés d'Etat

En Pourcentage



Source : DDPE

IV –ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS

La gestion de la dette publique est l'un des aspects essentiels de la politique budgétaire. Une bonne analyse de la viabilité pourrait prémunir le portefeuille de la dette publique des risques auxquels il peut être exposé.

4.1 Analyse de la viabilité de la dette publique

L'évolution du stock de la dette publique durant ces dernières années, laisse paraître une hausse progressive du taux d'endettement, passant de **44,06%** en 2020 à **47,77%** en 2021 pour atteindre **50,17%** à fin 2022. Cette évolution ne dépasse pas le seuil d'endettement de **70%** du Produit Intérieur Brut (PIB) fixé par les directives CEMAC.

4.1.1- Analyse de l'évolution du taux d'endettement public

Depuis l'exercice 2016 jusqu'à 2022, le taux d'endettement du pays n'a jamais atteint le plafond de **70%** du PIB recommandé par la norme communautaire. Toutefois, il est important de signaler que la nouvelle tendance haussière de 2021 à 2022 représente un risque potentiel si elle n'est pas maîtrisée.

Figure 12 : Évolution du taux d'endettement public 2016-2022

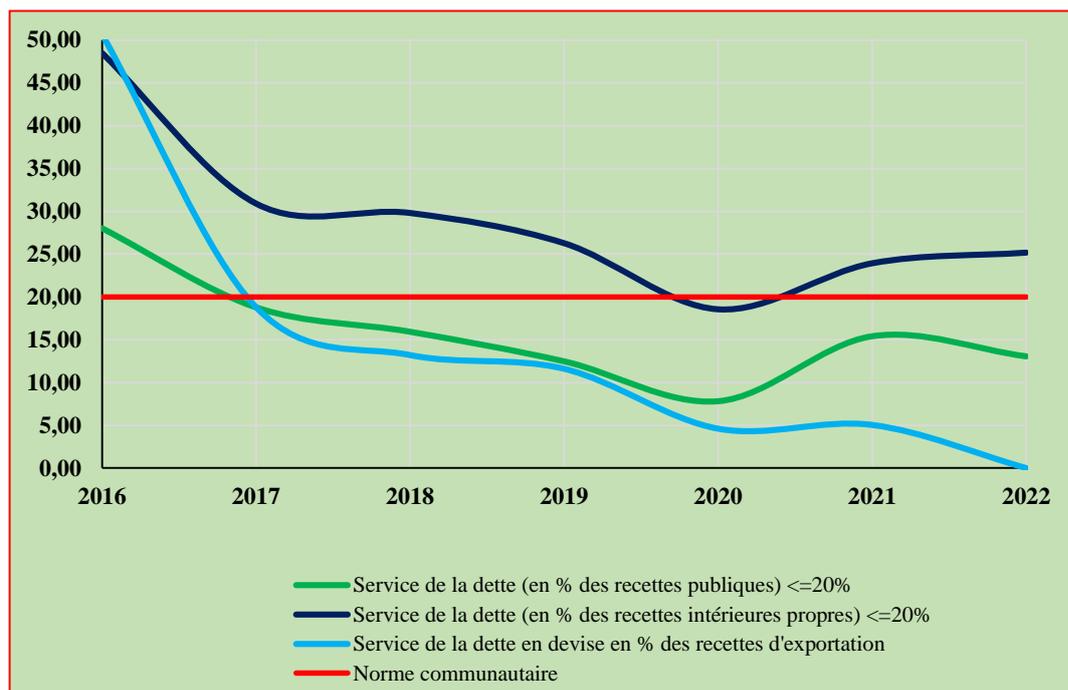


Source : DDPE

4.1.2- Analyse du ratio de solvabilité

La solvabilité d'un Etat se mesure par le rapport entre le service de la dette publique et les recettes publiques. Pour mesurer la capacité hors appui extérieur, celle-ci est calculée par rapport aux recettes intérieures. La figure ci-dessous présente les tendances de l'analyse des divers ratios de solvabilité.

Figure 13 : Evolution des ratios de solvabilité 2016-2022



Source : DDPE

En analysant l'allure des différentes courbes de la figure ci-dessus, il ressort que les ratios de solvabilité suivent une tendance baissière sur la période 2016 à 2020. La tendance haussière observée à partir de l'année 2021 pour les trois ratios donne l'alerte sur le recadrage de la politique d'endettement du pays. Le service de la dette publique en pourcentage des recettes intérieures dépasse déjà la norme communautaire depuis 2021 et cela perdure en 2022, d'où nécessité d'une politique fiscale adéquate pour augmenter le niveau des recettes afin de la maîtriser.

4.2- Analyse des risques du portefeuille

En finances publiques, un risque est la variabilité des cash-flows nets (recettes moins dépenses) ou de la valeur des éléments d'actif et de passif pour un Etat ou une entreprise. Cela se caractérise par le résultat incertain dû à la volatilité, c'est-à-dire la possibilité que le résultat réalisé diffère du résultat attendu.

Le portefeuille de l'Etat peut être exposé à divers risques, entre autres ; le risque opérationnel, le risque de change, le risque de refinancement, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, etc.

4.2.1- Risque opérationnel

Le risque opérationnel englobe tout ce qui n'est pas risque de marché ni risque de crédit. Dans cette optique, il convient de noter que sur toute la chaîne de gestion de la dette, il y a de risque opérationnel qui s'explique par le fait que la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat, organe en charge de cette gestion fait face sans cesse à des problèmes d'enregistrement des données.

En effet, les informations en provenance des autres institutions ne sont pas reçues en temps réel impactant ainsi l'actualisation de la base des données. La sécurité de cette base demeure encore une préoccupation.

4.2.2- Risque de taux de change

Au titre de l'exercice budgétaire 2022, la part de la dette extérieure exposée aux fluctuations du taux de change est de **62,1%**. Elle est donc en nette baisse comparée aux deux exercices budgétaires antérieurs.

Figure 14 : Évolution de la dette exposée aux fluctuations du taux de change 2016-2022



Source : DDPE

Le portefeuille de la dette publique est relativement moins exposé au risque de change, car la majeure partie de la dette publique est libellée en monnaie locale.

4.2.3- Analyse de profil de la dette

Pour mieux appréhender le risque de liquidité auquel le pays peut faire face, il est nécessaire d'analyser l'allure du profil de remboursement du service de la dette.

Comme le montre la figure ci- après, à partir de l'exercice budgétaire 2023, la RCA pourrait courir un risque de liquidité qui s'étendrait jusqu'en 2026. Il est donc prudent de formuler une politique d'élargissement de l'assiette fiscale afin d'augmenter les ressources propres.

Figure 15 : Projection du profil de remboursement de la dette publique (principal) 2023-2042

En milliard de FCFA

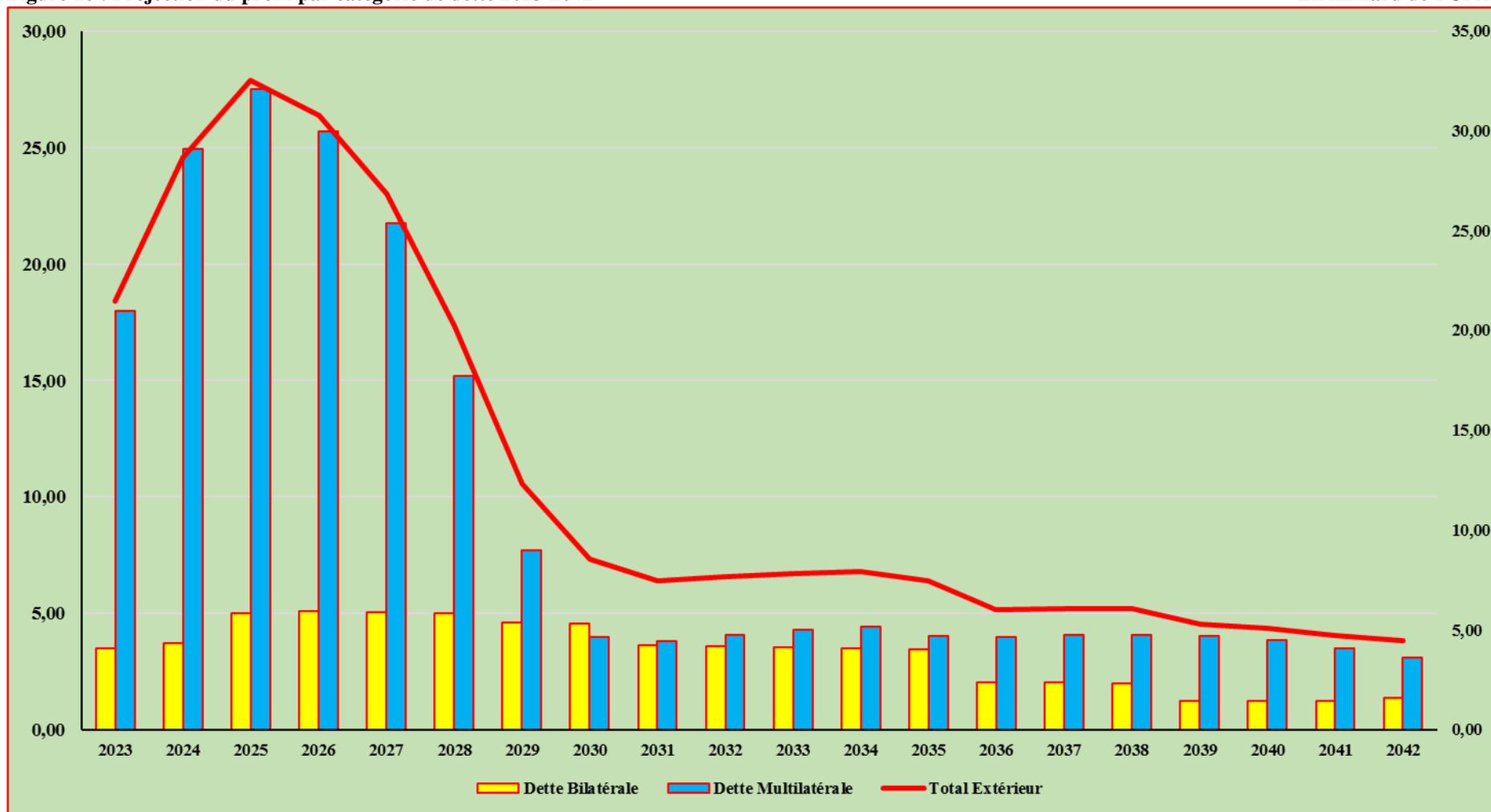


Source : DDPE

L'analyse de l'allure de cette projection atteste des fortes probabilités de risque de liquidité entre 2023 à 2026. Celui-ci s'explique par les Titres Publics de courtes maturités massivement mobilisés sur le marché dans les années antérieures pour financer les besoins de la trésorerie. Une révision de la stratégie de mobilisation des ressources sur le marché s'avère nécessaire pour éviter des probabilités de tensions de trésorerie dans les années à venir.

Figure 16 : Projection du profil par catégorie de dette 2023-2042

En milliard de FCFA

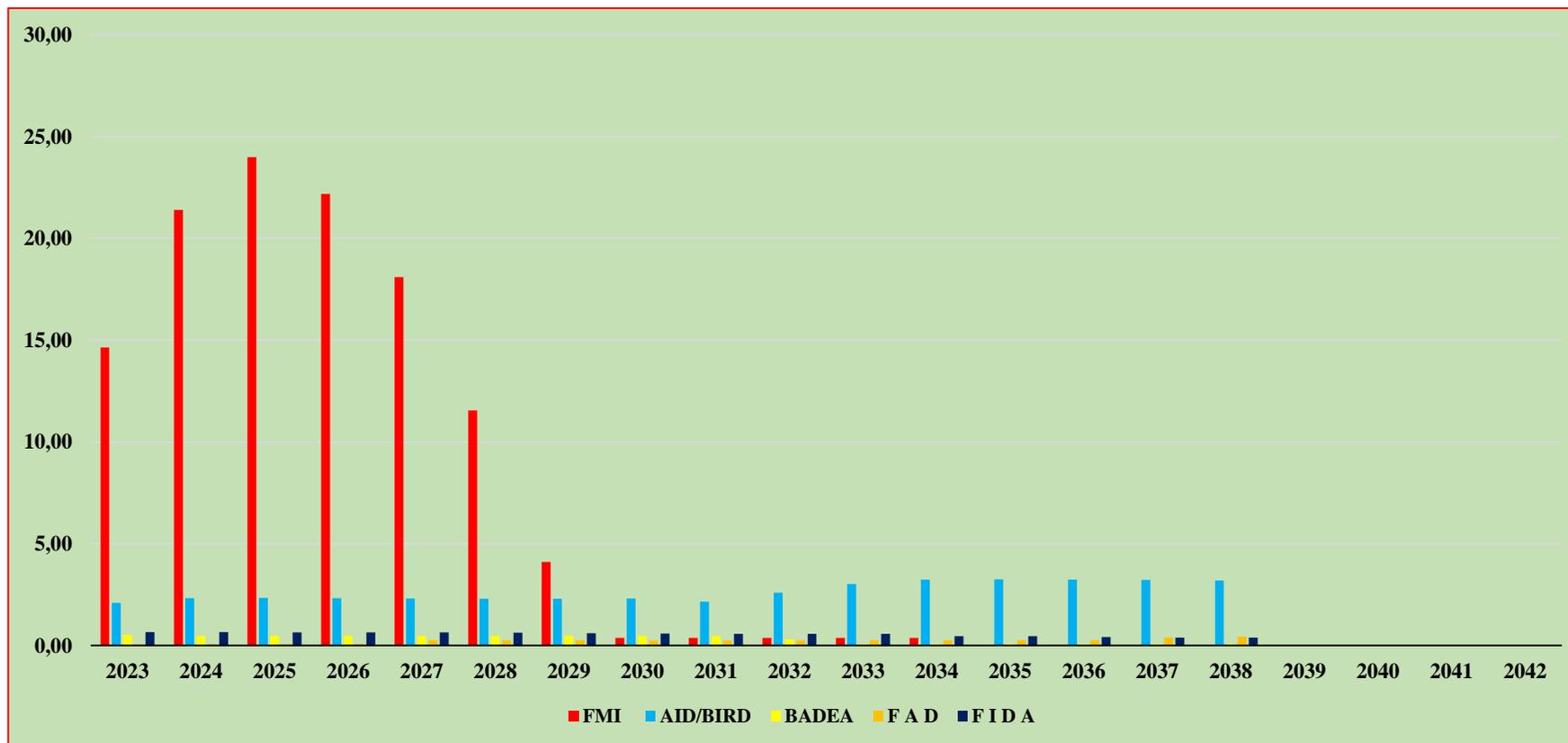


Source : DDPE

De cette projection, la dette des partenaires multilatéraux expose le profil de 2023 à 2028. Il est urgent de relancer les procédures de renégociation de dette de ces créanciers afin d'éviter des tensions de trésorerie pouvant être engendrées par leur règlement.

Figure 17 : Projection du profil de la dette par type de créancier 2023-2042

En milliard de FCFA



Source : DDPE

La projection ci-dessus montre que le remboursement de la dette du FMI à partir de l'exercice budgétaire 2023 jusqu'à 2028 pourra créer des tensions de trésorerie. La négociation de cette dette est l'une des actions à prendre en compte pour éviter de graves tensions de trésorerie durant les périodes sus-indiquées. L'élargissement de l'assiette fiscale est aussi l'une des possibilités à entreprendre.

4.3- Renforcement des capacités et formations

La bonne gestion de la dette nécessite des compétences techniques et spécialisées. C'est dans cette optique que, chaque année, les cadres de la DDPE ne cessent d'être formés sur les nouveaux outils au standard international. Ces formations sont faites, soit en présentiel, soit en visioconférence. Le tableau qui suit donne le détail par thème au titre de l'exercice budgétaire 2022.

Tableau 13 : Récapitulatif des formations et ateliers en 2022

Thèmes	Dates	Objectifs
Fonctionnement du marché financier	14 au 25 février 2022 à Douala, Cameroun (AFRITAC Centre)	Connaître le fonctionnement du marché financier
Atelier le DeMPA	02 au 06 mai à Bangui, RCA	Maîtriser le DeMPA
Techniques d'émissions de titres publics	15 au 25 juin 2022 à Bangui, RCA (AFRITAC Centre)	Connaître les différentes techniques d'émission des Titres Publics
Marché financier de la CEMAC : opportunité pour le financement du déficit budgétaire	Août 2022 (financé par la RCA) Bangui, RCA	Connaître le mécanisme du marché financier régional et les outils de mobilisation des fonds nécessaires au développement économique
Audit de la dette publique	22 septembre au 09 octobre 2022 à Douala, Cameroun (BEAC/BCAO/BCC)	Assurer la bonne gouvernance, la transparence et la mise en œuvre des bonnes pratiques sur l'audit de la dette.
Plan annuel de financement	11 au 27 Octobre 2022 à Bangui, RCA (AFRITAC Centre)	Concevoir le Plan Annuel de Financement devant être annexé à la Loi des Finances.
Gestion des passifs conditionnels	24 au 28 Octobre à Douala, Cameroun (AFRITAC Centre)	Éviter la survenance des passifs conditionnels. Gérer les garanties de l'État envers les sociétés d'État.
Prévisions macroéconomiques sur le logiciel Eviews	18 au 20 Décembre 2022 (BAD), Bangui, RCA	Présenter l'utilisation du logiciel économétrique Eviews12.

Source : DDPE

CONCLUSION

L'exercice budgétaire 2022 est soldé par un stock de la dette publique de **FCFA 768,59 Milliards** contre **FCFA 684,07 Milliards** en 2021. Ceci fait passer le taux d'endettement public de **47,77%** en 2021 à **50,10%** en 2022, soit une hausse de **4,87%**. Celle –ci a été influencée par les levés à travers les Titres Publics (**FCFA 51,35 Milliards**). De 2020 à 2022, la mobilisation des Titres publics (BTA et OTA) a connu une hausse de **170,26%**.

Bien que le taux d'endettement ait connu une hausse à fin 2022, son évolution est toujours en dessous du seuil recommandé par la norme communautaire. Toutefois, la hausse graduelle des ressources des émissions des Titres Publics de **170,26%** entre 2020 et 2022 est susceptible d'engendrer des risques de liquidité à très court terme.

Les décaissements ont totalisé **FCFA 112,80 Milliards** constitués en grande partie par les ressources des Titres Publics (**FCFA 51,35 Milliards**), des tirages de DTS de **FCFA 50,45 Milliards** et autres (**FCFA 11,01 Milliards**).

Les règlements du service de la dette ont totalisé un montant de **FCFA 31,63 Milliards** légèrement en deçà de la prévision du service qui est de **FCFA 33,19 Milliards** dû aux tensions de trésorerie.

Les engagements de contribution du Gouvernement non honorés vis-à-vis des organismes internationaux ont cumulé un arriéré de **FCFA 42,65 Milliards**. Le non apurement de ce montant pourra faire perdre certaines prérogatives et avantages à la RCA en termes de renforcement de capacités dans le cadre du développement humain et la prise de parole dans les assises internationales.

La gestion de la dette publique est l'une des grandes priorités du pays, d'où nécessité de renforcer et de moderniser la structure qui en a la charge (la DDPE) en la dotant des moyens matériels et logiciel de travail, notamment l'appropriation du logiciel de gestion de la dette (SYGADE), la formation et la motivation de son personnel.

Outre le recours aux ressources d'emprunt qui ne cesse d'accroître continuellement le taux d'endettement du pays, le Gouvernement pourrait aussi entreprendre des actions et formuler des politiques lui permettant d'accroître le niveau de ses ressources propres à travers :

- élargissement de son assiette fiscale pour augmenter les recettes propres ;
- la contraction des dettes à impact positif sur la croissance économique.

Pour continuer de faire une meilleure gestion de dette, il est indispensable de :

- affecter des cadres compétents et motivés à la DDPE ;
- recycler les cadres de la DDPE sur les nouveaux outils d'analyse de la dette ;
- stabiliser et motiver par les primes (pour les travaux spéciaux) le personnel de la DDPE ;
- ériger la DDPE en une Direction Générale ou en Caisse Autonome conformément à la hauteur de la mission assignée.

ANNEXES

ANNEXE 1 : STOCK DE LA DETTE EN 2022

(CHIFFRE EN MILLIARD DE FCFA)

Libellé	Mars	Juin	Sept.	Dec.
Extérieur	502,24	498,82	495,81	488,84
Bilatérale	210,56	208,91	208,94	207,37
ARABIE SAOUDITE	31,17	31,63	31,65	31,98
ARGENTINE	19,42	19,42	19,42	19,42
ASSISTANCE PUBLIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00
BANQUE POSTALE	0,25	0,25	0,25	0,17
CHINE	10,37	10,37	10,37	10,37
CONGO	3,64	1,82	1,82	0,00
CT-CONSOLIDES	0,44	0,44	0,44	0,44
FRANCE	0,00	0,00	0,00	0,00
FRANCE (Autres)	0,00	0,00	0,00	0,00
GUINEE EQUATORIALE	3,59	3,59	3,59	3,59
INDE	26,12	26,12	26,12	26,12
IRAK	2,74	2,74	2,74	2,74
KOWEIT	12,09	12,09	12,09	12,09
LYBIE	8,13	8,13	8,13	8,13
SERBIE MONTENEGRO	2,29	2,00	2,01	2,01
TAIWAN	89,27	89,27	89,27	89,27
TELCO BG	0,00	0,00	0,00	0,00
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06
Multilatérale	291,68	289,90	286,87	281,47
AID/BIRD	81,14	81,41	81,14	77,23
BADEA	5,73	5,55	5,55	5,32
BDEAC	6,63	6,63	6,61	6,61
Contribution Oi	0,00	0,00	0,00	0,00
FAD	9,42	9,42	9,42	9,40
FIDA	10,29	10,13	10,12	10,58
FMI FEC	172,71	171,00	168,28	166,58
OFID	5,76	5,76	5,76	5,76
INTERIEUR	206,70	238,13	254,67	279,75
Intérieur	206,70	238,13	254,67	279,75
Arriérés non ordonnances validés	0,00	0,00	0,00	0,00
FMI (DTS)	55,00	85,45	85,45	85,45
Autres arriérés sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	1,55	1,55	1,55	1,55
BEAC	80,48	80,48	80,48	80,48
Banques commerciales	14,89	13,98	13,07	12,15
Contribution GABAC	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes commerciales fournisseurs	0,23	0,23	0,23	0,23
Dettes croisées	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes sociales	15,26	15,26	15,26	15,26
EMIS.TITRES. BONDS	6,00	0,00	0,00	5,00
EMIS.TITRES OBLIGATIONS	33,28	41,18	58,62	79,62
Total général	708,94	736,95	750,48	768,59

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES ARRIERES DE LA DETTE EN 2022

(CHIFFRE EN MILLIARDS DE FCFA)

Arriérés	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Dette extérieure	130,39	130,39	130,39	130,39
Bilatéraux	124,63	124,63	124,63	124,63
Taiwan	89,27	89,27	89,27	89,27
Argentine	19,42	19,42	19,42	19,42
Libye	8,13	8,13	8,13	8,13
Guinée Equatoriale	3,59	3,59	3,59	3,59
Irak	2,74	2,74	2,74	2,74
Autres France	0,00	0,00	0,00	0,00
CTC	0,44	0,44	0,44	0,44
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06
Multilatéral	5,76	5,76	5,76	5,76
OFID	5,76	5,76	5,76	5,76
Dette Intérieure	17,04	17,04	17,04	17,04
Commerciale	0,23	0,23	0,23	0,23
Dettes sociales et autres	16,81	16,81	16,81	16,81
Total	147,44	147,44	147,44	147,44

Source : DDPE

ANNEXE 3 : SITUATION DES ENCOURS ET DES ARRIERES EN 2022

(CHIFFRE EN MILLIARDS DE FCFA)

Libellé	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Dette publique totale	708,94	736,95	750,48	768,59
<i>Encours</i>	561,50	589,52	603,04	621,15
<i>Arriérés</i>	147,44	147,44	147,44	147,44
Dette extérieure	502,24	498,82	495,81	488,84
<i>Encours</i>	371,85	368,42	365,41	358,44
<i>Arriérés</i>	130,39	130,39	130,39	130,39
Dette bilatérale	210,56	208,91	208,94	207,37
<i>Encours</i>	85,93	84,28	84,31	82,74
<i>Arriérés</i>	124,63	124,63	124,63	124,63
Dette multilatérale	291,68	289,90	286,87	281,47
<i>Encours</i>	285,92	284,14	281,11	275,71
<i>Arriérés</i>	5,76	5,76	5,76	5,76
Dette intérieure	206,70	238,13	254,67	279,75
<i>Encours</i>	189,65	221,09	237,62	262,71
<i>Arriérés</i>	17,04	17,04	17,04	17,04

Source : DDPE

ANNEXE 4 : SITUATION DES DECAISSEMENTS

(CHIFFRE EN MILLIARDS DE FCFA)

Libellé	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Total
AID/BIRD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FIDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Arabie Saoudite	10,50	0,46	0,02	0,00	10,98
BADEA	0,00	0,03	0,00	0,00	0,03
FMI FEC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FMI (DTS)	20,00	30,45	0,00	0,00	50,45
OTA	0,00	7,90	17,45	21,00	46,35
BTA	0,00	0,00	0,00	5,00	5,00
Total	30,50	38,84	17,46	26,00	112,80

Source : DDPE

ANNEXE 5 : EXEMPTIONS ET RESTRUCTURATION DE LA DETTE EN 2022

A- EXEMPTION EN MILLIARDS DE FCFA

Libellé	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Total
FMI	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Total	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0

B- Restructuration dette 2022 En Milliards de FCFA

Libellé	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Total
Arabie Saoudite	0,88	0,00	0,00	0,00	0,88
FAD	-0,14	0,00	0,00	0,00	-0,14
Total	0,75	0,00	0,00	0,00	0,75

ANNEXE 6 : SITUATION DES REGLEMENTS EN 2022

	Mars	Juin	Sept	Dec	Total
Dettes extérieures	2,22	4,59	2,88	4,68	14,37
Bilatérale	0,32	2,30	0,00	2,27	4,89
<i>Principal</i>	0,17	2,10	0,00	1,90	4,17
<i>Intérêt</i>	0,16	0,20	0,00	0,37	0,73
Multilatérale	1,89	2,29	2,88	2,41	9,48
<i>Principal</i>	1,34	2,10	2,75	2,20	8,38
<i>Intérêt</i>	0,56	0,20	0,13	0,21	1,09
Dettes intérieures	3,54	8,37	2,51	2,83	17,26
<i>Principal</i>	2,87	6,91	0,91	0,91	11,61
<i>Intérêt</i>	0,67	1,45	1,60	1,92	5,64
Totale	5,76	12,96	5,39	7,51	31,63
Principal	4,37	11,11	3,67	5,02	24,17
Intérêt	1,39	1,85	1,73	2,49	7,46

Source : DDPE

ANNEXE 7 : SITUATION DES SERVICE DE DETTE EN 2022

	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Total
Dettes extérieures	1,58	6,05	3,58	6,01	17,22
Bilatérale	0,53	2,99	0,53	2,44	6,48
<i>Principal</i>	0,36	2,86	0,36	2,32	5,90
<i>Intérêt</i>	0,17	0,13	0,17	0,11	0,58
Multilatérale	1,05	3,06	3,05	3,57	10,74
<i>Principal</i>	0,94	2,50	2,85	3,02	9,31
<i>Intérêt</i>	0,11	0,56	0,20	0,56	1,43
Dettes intérieures	3,13	8,37	2,51	1,96	15,97
<i>Principal</i>	2,45	6,91	0,91	0,91	11,20
<i>Intérêt</i>	0,67	1,45	1,60	1,05	4,78
Totale	4,71	14,42	6,09	7,97	33,20
<i>Principal</i>	3,76	12,27	4,12	6,25	26,41
<i>Intérêt</i>	0,95	2,15	1,97	1,72	6,79

Source : DDPE

ANNEXE 8 : EVOLUTION DES INDICATEURS

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
I- Données Macro-budgétaire en Milliards de FCFA							
Stock de la Dette publique	586,25	605,54	633,43	629,33	604,96	684,07	768,59
Dette extérieure	379,52	426,61	471,24	481,62	475,82	494,49	488,84
Dette intérieure	206,73	178,93	162,19	147,70	129,14	189,59	279,75
Service de la dette	41,2	28,9	33,5	30,5	23,3	30,12	33,20
dont service de la dette libellé en devise	34,2	16,1	12	10,9	3,8	4,27	5,61
Règlement	32,6	38	63,6	57,9	47,9	39,20	32,74
Extérieur	3,6	17,2	16,6	14,3	8,3	6,62	15,48
Intérieur	29	20,8	47	43,6	39,6	32,58	17,26
Dont remboursement Titres Trésor	19	19	19	19	19	17,5	7,50
Non bancaire		1,2	23,2	24,7	15,6	7,765	0,42
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 141	1 203	1 266	1 335	1 373	1432	1532
Recettes publiques	147,1	154	210,5	244,8	298,6	195,7	254,5
Recettes intérieures	84,9	93,5	112,4	116,1	125,7	125,9	131,9
Recettes d'exportation	67,5	85,6	91,1	94,1	82,7	84,8	97
II- Évolution du plafond d'endettement							
Taux d'endettement <=70%	51,38	50,34	50,03	47,14	44,06	47,77	50,17
Dette extérieure/ PIB	33,26	35,46	37,22	36,08	34,66	34,53	31,91

Source : DDPE

ANNEXE 8 : EVOLUTION DES INDICATEURS (Suite)

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
III- Évolution des ratios de solvabilité							
Service de la dette (en % des recettes publiques) <=20%	28,0	18,8	15,9	12,5	7,8	15,4	13,0
Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%	48,5	30,9	29,8	26,3	18,5	23,9	25,2
Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation	50,7	18,8	13,2	11,6	4,6	5,0	5,8
I- Structure de la dette par résidence							
Part par type de dette : Dette extérieure	64,74	70,45	74,39	76,53	78,65	72,29	63,60
Dette intérieure	35,26	29,55	25,61	23,47	21,35	27,71	36,40
II- Analyse de risque							
Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change	59,7	65,4	70,2	72,9	75,5	70,1	62,1

ANNEXE 9 : EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE EN MILLIARDS DE FCFA

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Extérieur	379,52	426,61	471,24	481,62	475,82	494,49	488,84
Bilatérale	254,48	271,18	254,8	246,11	202,53	199,33	207,37
ARABIE SAOUDITE	10,7	12,39	15,19	18,57	18,57	19,79	31,98
ARGENTINE	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42
ASSISTANCE PUBLIQUE	0	0	0,33	0	0	0	0,00
BANQUE POSTALE	0	0	1,32	0,99	0,66	0,41	0,17
CHINE	43,47	40,68	22,79	21,01	10,37	10,37	10,37
CONGO	18,21	18,21	14,57	10,93	7,29	3,64	0,00
CT-CONSOLIDES	3,36	3,76	3,76	3,71	0,44	0,44	0,44
FRANCE	0,24	0	0	0	0	0	0,00
FRANCE (Autres)	15,46	5,11	2,8	2,8	0	0	0,00
GUINEE EQUATORIALE	2,36	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59
INDE	26,2	22,96	26,12	26,12	26,12	26,12	26,12
IRAK	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74
KOWEIT	12,12	12,12	12,09	12,09	12,09	12,09	12,09
LYBIE	7,43	7,43	7,43	8,32	8,13	8,13	8,13
SERBIE MONTENEGRO	22,77	25,5	25,5	25,5	2,81	2,28	2,01
TAIWAN	68,94	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27
TELCO BG	0	6,95	6,83	0	0	0	0,00
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06
Multilatérale	125,03	155,43	216,44	235,51	273,29	295,15	281,47
AID/BIRD	36,59	37,26	58,6	64,36	74,89	81,48	77,23
BADEA	6,43	5,45	5,67	6,26	5,99	5,78	5,32
BDEAC	7,84	7,84	7,67	7,32	7	6,69	6,61
Contribution Oi	5,8	0	0	0	0	0	0,00
FAD	0,61	9,22	9,22	9,54	9,54	9,55	9,40
FIDA	1,85	2,13	11,96	11,17	10,75	10,37	10,58
FMI FEC	65,91	87,78	117,57	131,08	159,35	175,53	166,58
OFID	0	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76
INTERIEUR	206,73	178,93	162,19	147,7	129,14	189,59	279,75
Intérieur	206,73	178,93	162,19	147,7	129,14	189,59	279,75
FMI (DTS)	0,48	0	0	0	0	35	50,45
Autres arriérés sociaux	0	0	0	5,82	2,2	0	0
Autres dettes	2,58	0	0	2,4	2,4	1,93	
BEAC	78,49	80,48	80,48	80,48	80,48	80,48	80,48
Banques commerciales	24,79	15,7	21,78	18,88	0,34	0	
Contribution GABAC	0,28	0,28	0,7	0,53	0,3	0,06	
Dettes commerciales fournisseurs	13,98	9,3	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27
Dettes croisées	4,37	0	0	0	0	0	0
Dettes sociales	72,26	63,67	49,46	29,82	17,85	15,26	
EMIS.TITRES.BONS	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	7,5	5
EMIS.TITRES OBLIGATIONS	0	0	0	0	15,81	49,08	46,35
Total général	586,25	605,54	633,43	629,33	604,96	684,07	768,59

ANNEXE 10 : EVOLUTION DES ENCOURS ET DES ARRIERES*Chiffres en Milliards de FCFA*

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dette publique totale	586,25	605,54	633,43	629,33	604,96	684,07	768,59
Encours	356,47	368,94	422,38	428,86	451,85	536,22	621,15
Arriérés	229,78	236,6	211,05	200,47	153,11	147,85	147,44
Dette extérieure	379,52	426,61	471,24	481,62	475,82	494,49	488,84
Encours	235,98	262,98	309,92	319,46	345,42	364,09	358,44
Arriérés	143,54	163,63	161,32	162,16	130,39	130,39	130,39
Dette intérieure	206,73	178,93	162,19	147,7	129,14	189,59	279,75
Encours	120,49	105,96	112,46	109,4	106,43	172,13	262,71
Arriérés	86,25	72,97	49,73	38,31	22,71	17,46	17,04

ANNEXE 11 : EVOLUTION DES ARRIERES

En Milliards de FCFA

Arriérés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dette extérieure	143,54	163,63	161,32	162,16	130,39	130,39	130,39
Bilatéraux	143,54	157,87	155,56	156,4	124,63	124,63	124,63
Taiwan	68,94	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27
Argentine	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42
Energo projekt	22,77	25,5	25,5	25,5	0	0	0,00
Libye	7,43	7,43	7,43	8,32	8,13	8,13	8,13
Guinée Equatoriale	2,36	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59
Irak	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74
Autres France	15,46	5,11	2,8	2,8	0	0	0,00
CTC	3,36	3,76	3,76	3,71	0,44	0,44	0,44
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06
Multilatérale	0	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76
OFID	0	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76
Dette Intérieure	86,25	72,97	49,73	38,31	22,71	17,46	17,04
Commerciale	13,98	9,3	0,27	0,27	0,27	0,27	0,23
Dettes sociales et autres	72,26	63,67	49,46	38,04	22,44	17,19	16,81
Total	229,78	236,6	211,05	200,47	153,11	147,85	147,44

Source : DDPE

ANNEXE 12 : EVOLUTION DES DECAISSEMENTS

Libellé	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Extérieur	50,71	71,02	28,9	43,64	26,36	11,00
Bilatérale	9,39	2,8	3,38	0	1,22	10,98
ARABIE SAOUDITE	2,44	2,8	3,38	0	1,22	10,98
TELCO BG	6,95	0	0	0	0	0,00
						0,00
Multilatérale	41,32	68,22	25,52	43,64	25,13	0,03
AID/BIRD	0,87	21,53	5,97	10,76	6,48	0,00
BADEA	0,05	0,14	0,96	0,12	0	0,03
FAD	8,6	0	0		0	0,00
FIDA	0,01	10,08	0	0,13	0,1	0,00
FMI FEC	31,79	36,46	18,59	32,63	18,55	0,00
INTERIEUR	19	19	19	19	83,78	101,80
FMI (DTS)					35	50,45
OTA					33,28	46,35
BTA	19	19	19	19	15,5	5,00
Total général	69,71	90,02	47,9	62,64	110,13	112,80

Source : DDPE

ANNEXE 13 :

DESIGNATION	CREANCE DE L'ENTITE SUR L'ETAT
Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	2 269 054 050
ONI (Office National d'Informatique)	2 269 054 050
ONM (Office National du Matériel)	0
Etablissement Public Administratif(EPA)	2 014 021 916
ONASPORT	0
SODIAC (société de développement des infrastructures aéroportuaires en RCA)	0
Conseil des Chargeurs (CCAC)	0
MASCA (Mutuelle des Assurances Scolaires)	790 000 000
ONPE (Office National des Postes)	0
ORCCPA (Office de Régulation du Secteur du Café)	0
UCM (Unité de Cession de Médicaments)	0
CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale)	0
LNBT (Laboratoire National de Bâtiments et des Travaux Publics)	0
ACFPE (Agence Centrafricaine pour la Formation Professionnelle et l'Emploi)	0
ACER	0
ANAC (Autorité Nationale d'Aviation Civile)	0
ANDE (Agence Nationale de Développement de l'Elevage)	0
ANEA (Agence Nationale de l'Eau et d'Assainissement)	0
FDM (Fonds de Développement Minier)	0
ANR (Agence Nationale de la Radioprotection)	0
ARCEP (Agence de la Régulation de Téléphonie)	1 207 801 916
100 Logements	0
FAEU (Fonds Africain pour l'Equipement et l'Urbanisme)	0
FDF (Fonds de Développement Forestier)	0
FER (Fonds Routiers)	0
Office National de Coton (ONC)	16 220 000
MAIRI DE BANGUI	0
FNE (Fonds National de L'Environnement)	0
TOTAL	4 283 075 966

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES	iv
PRÉFACE	v
CHIFFRES CLES	vi
INTRODUCTION	vii
I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D’EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS. 2	
1.1- Négociations, renégociations d’emprunts	2
1.2- Émissions de Titres Publics	2
II- GESTION DES DONNEES	4
2.1- Enregistrement des nouveaux emprunts et accords de restructuration	4
2.3- Décaissements	4
2.2- Service de la dette.....	6
2.3- Règlements de la dette publique à fin 2022	7
2.4- Situation des arriérés de la dette publique à fin 2022.....	8
2.5- Situation de l’encours et des arriérés de la dette publique.....	9
2.6-Evolution du stock de la dette.....	10
2.7-Structure du stock de la dette par devise	11
III- AUTRES DETTES DE L’ETAT	12
3.1-Situation de la contribution de l’État auprès des organismes internationaux.....	12
3.2- Dettes due par l’État aux Sociétés.....	13
3.3- Dette des Sociétés d’Etat	13
IV –ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS	15
4.1 Analyse de la viabilité de la dette publique.....	15
4.1.1- Analyse de l’évolution du taux d’endettement public	15
4.1.2- Analyse du ratio de solvabilité	16
4.2- Analyse des risques du portefeuille.....	17
4.2.1- Risque opérationnel	18
4.2.2- Risque de taux de change	18
4.2.3- Analyse de profil de la dette	19
4.3- Renforcement des capacités et formations	22
CONCLUSION	23
ANNEXES	25